

Initiatives ministérielles

Alors, quand le député semble faire allusion au fait que notre gouvernement. . . vous avez toujours l'air de dire qu'on ne fait rien, qu'on ne veut pas avoir un pays compétitif, j'avais commencé tout à l'heure, suite au discours de mon collègue, à expliquer l'action du gouvernement et expliquer de quelle façon on s'y est pris, et pourquoi le tout s'inscrit dans un ensemble. Ce n'est pas seulement qu'une mesure que l'on met en place.

Alors, je dois dire à l'honorable député que j'en étais rendue tout à l'heure à expliquer toutes les choses que nous avons mis en place, la politique de sciences et de technologie à travers le pays, pour que toutes les provinces du Canada forment des étudiants et de la main-d'oeuvre qualifiée pour répondre aux nouveaux besoins des industries de haute technologie, parce que les industries, de plus en plus, vont être modernisées et auront besoin de ce personnel. Alors, j'en étais rendue surtout à vous parler de ce que l'on fait pour les universités et de ce que l'on fait aussi pour la recherche fondamentale. Je parlais des réseaux de centres d'excellence qui vont nous permettre, monsieur le Président, de pouvoir continuer de faire de la recherche de première classe et de la recherche fondamentale, en établissant des réseaux et en ayant choisi des niches qui vont faire en sorte que le Canada sera, dans ce secteur, le meilleur au monde.

De plus, tout à l'heure, un autre collègue a mentionné, en déposant des pétitions, que la TPS était mauvaise. Mais par contre, derrière l'action que nous voulons mettre en place, c'est-à-dire la taxe sur les produits et services, il y a bien sûr la réduction du déficit. Quand on pense que l'on paie 39 milliards par année pour l'intérêt de la dette, essayez de vous imaginer ce que l'on pourrait faire en recherche ou en mesures sociales si on n'avait pas cela à payer à chaque année! Alors, c'est vraiment quelque chose qui dérange. De plus, si, dans tout le plan d'ensemble que je tiens à vous expliquer, on veut avoir un pays de première classe et l'on veut rendre aussi notre industrie compétitive, il y a aussi le fait qu'en changeant la taxe, qui était de 13,5 p. 100 sur les produits qui sont manufacturés ici au Canada, nous serons enfin compétitifs et on aura la chance de pouvoir. . . les Canadiens seront capables d'acheter des produits canadiens, parce qu'ils seront exactement sur le même pied que les produits étrangers qui sont importés ici.

Il y avait aussi au niveau des universités. . . C'est dommage, monsieur le Président, mais le député n'était pas là tout à l'heure, mais le tout s'inscrit dans une démarche. Toutes nos politiques sont pensées, sont voulues afin de rendre l'économie souple, afin que les gens s'adaptent. On a fait un appel aux industries, aux universités aussi. On a mis en place le Fonds de contrepartie qui fait en sorte qu'enfin les industries puissent avoir recours aux bons chercheurs qui font de la recherche au niveau des universités, et ensuite, au niveau du Fonds de contrepartie, cela a un double avantage. Enfin, des étudiants

seront formés pour vraiment répondre aux besoins de l'industrie.

On continue aussi à privilégier des grands projets comme celui de l'Agence spatiale, le programme de RADAR-SAT, notre participation aussi à la construction de la plate-forme spatiale.

Alors, monsieur le Président, comme j'ai répondu brièvement à la première question de l'honorable député, il n'y a pas eu de réduction au Conseil national de recherches. Il y a une préparation de plan quinquennal, et cela est important pour l'avenir, monsieur le Président. Le Conseil est actuellement en train de reviser, de voir tous les secteurs des recherches qui sont effectuées actuellement dans le Conseil et aussi, monsieur le Président, il se penche sur de nouvelles avenues qui pourraient être doublement intéressantes.

• (1230)

[Traduction]

M. Manley: Monsieur le Président, je suis étonné par la déclaration de la secrétaire parlementaire qui prétend qu'il n'y a pas eu de compressions budgétaires. Depuis 1984-1985, lorsque le gouvernement est arrivé au pouvoir, le budget du CNRC est passé de 505 millions de dollars à 433 millions de dollars, la prochaine année financière, en comptant l'agence spatiale. Il y a donc eu indéniablement une réduction.

La secrétaire parlementaire a très bien défendu la cause du Conseil national de recherches du Canada, comme l'a dit mon collègue. Ayant invoqué ces arguments, est-elle d'accord ainsi que le gouvernement avec la position du président du Conseil national de recherches du Canada selon laquelle le CNRC devrait limiter ses travaux en recherche fondamentale au strict nécessaire pour conserver à notre pays une police d'assurance scientifique minimale? Et convient-elle que le CNRC devrait poursuivre une politique de privatisation et de dépossession comme l'a indiqué le président du CNRC?

[Français]

Mme Suzanne Duplessis (secrétaire parlementaire du ministre d'État (Sciences et Technologie)): Monsieur le Président, je remercie mon honorable collègue de sa question. Je tiens à lui préciser que le gouvernement n'a nullement l'intention que le Conseil national de recherches privatise ses effectifs. Pour nous, il est important de garder un Conseil national de recherches fort, qui répond vraiment à l'attente des besoins des Canadiens, tant au niveau des chercheurs que des industries, et cela est une de nos priorités.

[Traduction]

M. Robert E. Skelly (Comox—Alberni): Monsieur le Président, je prends la parole au nom du NPD pour appuyer la motion proposée par le député d'Ottawa-Sud. Nous voudrions aussi nous associer pour condamner le